

EMPLOIS ET STRESS

Le projet de Loi de Finances(PLF) pour 2011 a prévu la suppression de 2667 emplois E.T.P.(Equivalent Temps Plein) soit **un taux de non-remplacement des départs en retraite d'environ 66%**, *soit près de deux agents sur trois !*

Suite à des transferts d'emplois et des modifications de périmètres, la suppression d'E.T.P. se trouve ramenée à 2 543 E.T.P.

- Pour la filière Fiscale, au niveau national, l'impact est le suivant :

A	-163
B	-477
C	-954
TOTAL	-1594

- Traduction au niveau départemental :

A	+2
B (*)	+3
C	-13
TOTAL	-8

(*) Dans la catégorie B a été inclus la catégorie B géomètre : +4 B – 1B géomètre.

- Pour la filière gestion publique au niveau national, l'impact est le suivant :

A	-87
B	-284
C	-578
TOTAL	-949

➤ Traduction au niveau départemental :

A	0
B	3
C	-13
TOTAL	-10

Compte tenu de l'ampleur de ces suppressions d'emplois, les agents des deux filières ne pourront plus exercer de façon satisfaisante les missions qui leur sont assignées. Cette situation de pénurie en matière d'emploi génère toujours plus de stress et de tensions dans les services, selon la consigne maintenant bien établie : « **faire toujours plus avec toujours moins** » !

Le développement d'un stress contre-productif, générateur de véritables angoisses chez les agents, peut aller jusqu'au suicide de certains d'entre eux. Est il est nécessaire de rappeler que **pour la seule année 2009, le nombre de suicides s'est élevé au MINEFI, (Ministère de l'Economie et des Finances et de l'Industrie) à 27. La Direction Départementale des Finances Publiques de la Savoie a elle aussi du faire face à un suicide en 2010.**

L'Administration des Finances peine à reconnaître que la très forte dégradation des conditions de travail subies par les services du MINEFI depuis de nombreuses années peut constituer un facteur favorisant le recours au suicide.

Lors de l'Observatoire Interne d'octobre 2010 (réalisé par l'Institut de Sondage IPSOS qui a interrogé 1558 agents de la filière Fiscale et 1024 de la filière Gestion Publique), **il en ressort que 64% des agents considèrent que les conditions de travail se dégradent de plus en plus et 36% que le service aux usagers se dégrade fortement.**

Il serait plus que temps, que de tels constats objectifs de dégradation dans les conditions d'exercice des missions de service public et le ressentis d'insatisfaction et de stress qui en découlent chez les agents, conduisent la D.G.F.I.P. à remettre radicalement en cause ses orientations en matière de suppressions d'emplois.